

Arrêté N° 2024-192

ARRÊTÉ TEMPORAIRE du MAIRE portant :

Occupation du Domaine Public pour la pose d'un portail et d'un portillon au n°5 rue Beaufils avec modification de piliers.

Le Maire de la commune de Forges-les-Eaux ;

- Vu la loi n°82-213 du 02 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- Vu la loi n°83-8 du 7 Janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;
- Vu le code Pénal et notamment ses articles 131-13 et R.610-5 ;
- Vu le Code de la Route et notamment les articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-25, R. 417-1, R. 417-9, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu la demande présentée par l'Entreprise « E.U.R.L MCG BATIMENT » dont la résidence est située au 5 rue Roland Soyer 60220 ABANCOURT ;
- Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRETE :

Article 1 :

L'Entreprise « E.U.R.L MCG BATIMENT » est autorisée à utiliser le domaine public pour l'installation de tréteaux au droit du numéro 5 rue Beaufils 76440 FORGES LES EAUX sur la période du 18/11/2024 au 20/12/2024 inclus, pour la pose d'un portail et d'un portillon avec modification de piliers.

Article 2 :

Pendant la durée des travaux, aucun stationnement de véhicules ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de chantier. Chantier prévu le long de l'habitation située au 5 rue Beauvils. Le chantier, avec la pose de tréteaux, aura une emprise d'une longueur de 4 mètres linéaires et d'une largeur depuis la façade de 1 mètre 50 linéaire.

Tout stationnement sera considéré comme gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Une déviation des piétons sera mise en place par l'entreprise « E.U.R.L MCG BATIMENT ».

L'ensemble du chantier devra être correctement balisé par l'entreprise.

Article 3 :

Il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R. 325-12 et suivants du Code de la Route, ainsi que les articles R 417-10 et 417-11 du code de la route.

Article 4 :

Les dispositions définies à l'article 1, prendront effet les jours de la mise en place de l'ensemble de la signalisation.

Article 5 :

La signalisation temporaire sera mise en place à la charge du permissionnaire susnommée sous sa responsabilité en amont et en aval de la zone de chantier.

Article 6 :

Cet arrêté devra être affiché sur place, de façon visible et maintenu en place durant la durée des travaux.

Article 7 :

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tout débris, gravats et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablira à ses frais la voie publique dans son état initial.

Article 8 :

Le permissionnaire devra être couvert par une assurance en cours de validité et restera responsable de tout accident pouvant résulter de cette installation.

Article 9 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux devant le Maire de la commune de FORGES LES EAUX, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du Maire.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de ROUEN (Palais de Justice – Tribunal Administratif – 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN), dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou à partir de la réponse du Maire de la Commune de FORGES LES EAUX, si un recours administratif gracieux a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 11 :

Madame le Maire de la commune de FORGES LES EAUX,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de FORGES LES EAUX,
Monsieur le Chef de la Police Municipale de FORGES LES EAUX,
Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à FORGES LES EAUX,
Le 06 novembre 2024

Le Maire,
Christine LESUEUR

